



Assemblée générale

Distr. générale
30 juin 2011
Français
Original : anglais

Soixante-cinquième session

Point 152 de l'ordre du jour

Financement de la Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie

Rapport de la Cinquième Commission

Rapporteuse : M^{me} Nicole Ann Mannion (Irlande)

I. Introduction

1. À sa 2^e séance plénière, le 17 septembre 2010, l'Assemblée générale a décidé, sur la recommandation du Bureau, d'inscrire à l'ordre du jour de sa soixante-cinquième session la question intitulée « Financement de la Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie » et de la renvoyer à la Cinquième Commission.
2. La Cinquième Commission a examiné la question à ses 34^e et 42^e séances, les 5 mai et 30 juin 2011. Ses débats sont consignés dans les comptes rendus analytiques correspondants (A/C.5/65/SR.34 et 42).
3. Pour l'examen de la question, la Commission était saisie des documents suivants :
 - a) Rapport du Secrétaire général sur l'exécution du budget de la Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2009 au 30 juin 2010 (A/65/681);
 - b) Rapport correspondant du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (A/65/743/Add.1).

II. Examen du projet de résolution A/C.5/65/L.34

4. À sa 42^e séance, le 30 juin, la Commission était saisie d'un projet de résolution intitulé « Financement de la Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie » (A/C.5/65/L.34), déposé par son président à l'issue de consultations coordonnées par le représentant du Bangladesh.



5. À la même séance, la Commission a adopté le projet de résolution A/C.5/65/L.34 sans le mettre aux voix (voir par. 6).

III. Recommandation de la Cinquième Commission

6. La Cinquième Commission recommande à l'Assemblée générale d'adopter le projet de résolution suivant :

Financement de la Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie

L'Assemblée générale,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général sur le financement de la Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie¹ et le rapport correspondant du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires²,

Rappelant la résolution 854 (1993), du 6 août 1993, par laquelle le Conseil de sécurité a approuvé le déploiement, pour une période de trois mois, d'une mission préparatoire comptant au plus dix observateurs militaires des Nations Unies et l'incorporation de cette équipe dans une mission d'observation des Nations Unies si une telle mission était officiellement créée,

Rappelant également la résolution 858 (1993), du 24 août 1993, par laquelle le Conseil de sécurité a créé la Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie et les résolutions ultérieures, par lesquelles il a prorogé le mandat de la Mission d'observation, dont la plus récente est la résolution 1866 (2009), du 13 février 2009,

Rappelant en outre sa décision 48/475 A, du 23 décembre 1993, et ses résolutions et décisions ultérieures relatives au financement de la Mission d'observation, dont la plus récente est la résolution 64/234, du 22 décembre 2009,

Réaffirmant les principes généraux sur lesquels repose le financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies, qu'elle a énoncés dans ses résolutions 1874 (S-IV), du 27 juin 1963, 3101 (XXVIII), du 11 décembre 1973, et 55/235, du 23 décembre 2000,

1. *Prend note* de l'état au 30 avril 2011 des contributions au financement de la Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie, notamment du montant des contributions non acquittées, qui s'élevait à 4,9 millions de dollars des États-Unis, soit environ 1 % du montant total des contributions mises en recouvrement, constate avec préoccupation que cent vingt-sept États Membres seulement ont versé l'intégralité de leurs contributions statutaires et prie instamment tous les autres, en particulier ceux qui ont accumulé des arriérés, de verser les sommes dont ils demeurent redevables;

2. *Remercie* les États Membres qui ont acquitté la totalité du montant de leurs contributions statutaires et prie instamment tous les autres de faire tout leur possible pour verser l'intégralité des contributions qu'ils doivent au titre de la Mission d'observation;

3. *Souscrit* aux conclusions et recommandations que le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a formulées dans son rapport² et prie le Secrétaire général de veiller à ce qu'il y soit pleinement donné suite;

¹ A/65/681.

² A/65/743/Add.1.

Rapport sur l'exécution du budget de l'exercice allant du 1^{er} juillet 2009 au 30 juin 2010

4. *Prend note* du rapport du Secrétaire général sur l'exécution du budget de la Mission d'observation pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2009 au 30 juin 2010¹;

5. *Décide* qu'il sera porté au crédit des États Membres qui se sont acquittés de leurs obligations financières au titre de la Mission d'observation la part de chacun dans le montant de 1 806 800 dollars représentant le solde inutilisé et les recettes diverses de l'exercice clos le 30 juin 2010, selon les catégories qu'elle a actualisées dans sa résolution 64/249, du 24 décembre 2009, et le barème des quotes-parts pour 2010, indiqué dans sa résolution 64/248, du 24 décembre 2009;

6. *Décide également* que, dans le cas des États Membres qui ne se sont pas acquittés de leurs obligations financières au titre de la Mission d'observation, la part de chacun dans le montant de 1 806 800 dollars représentant le solde inutilisé et les recettes diverses de l'exercice clos le 30 juin 2010 sera déduite des contributions restant à acquitter, selon les modalités énoncées au paragraphe 5 ci-dessus;

7. *Décide en outre* que la somme de 157 600 dollars représentant l'écart positif constaté par rapport au montant estimatif des recettes provenant des contributions du personnel afférentes à l'exercice clos le 30 juin 2010 sera ajoutée aux crédits correspondant au montant de 1 806 800 dollars visé aux paragraphes 5 et 6 ci-dessus;

8. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa soixante-sixième session la question intitulée « Financement de la Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie ».
